

**INTERVIEW**

**CHRISTIAN BLANC, THOMAS PIKETTY, CHRISTIAN SAINT-ÉTIENNE**

# Quelle relance pour l'économie ? Les stratégies des trois grands candidats

Derrière les mesures proposées par les principaux candidats à la présidentielle, quelles stratégies économiques se dessinent ? Pour mettre en lumière les divergences de politique économique, « Les Echos » ont proposé à Nicolas Sarkozy (UMP), Ségolène Royal (PS) et François Bayrou (UDF) un débat entre les conseillers économiques de leur choix. Christian Blanc pour le président de l'UMP, Thomas Piketty pour la candidate socialiste et Christian Saint-Etienne pour François Bayrou s'accordent sur le constat d'une grave crise de production. Après, les stratégies de court terme diffèrent, voire s'opposent : relance de l'offre productive par le volume horaire de travail chez Christian Blanc, par la création d'emplois chez Christian Saint-Etienne, soutien de la demande pour Thomas Piketty.

**Quelle analyse faites-vous de l'état de l'économie française aujourd'hui et de la politique suivie ces dernières années ?**

**Christian Blanc.** La France est en plein désarroi parce qu'elle ne comprend toujours pas pourquoi elle est si loin de la prospérité des Trente Glorieuses, période que près de la moitié des Français ont connue ! La richesse par tête dans notre pays égalait presque celle des Américains. Elle était 25 % supérieure à celle des Britanniques. Que s'est-il passé ? Dans les années 1980, face à la montée du chômage et à la croissance faible, nous avons fait une erreur majeure : le partage du travail. Une culture de dépendance à l'égard de l'Etat s'est substituée à la culture du travail, avec la généralisation de la retraite à 60 ans, la rémunération de l'assistantat égale à celle du travail. Les 35 heures ont été l'apothéose. Voilà l'erreur que nous avons commise : oublier que l'activité crée l'activité, que le travail crée le travail. Dans les années 1990, pour couronner le tout, nous sommes restés à l'écart des nouvelles technologies et de l'économie de l'innovation qui permet, aujourd'hui, à un grand nombre des pays de l'OCDE des croisances de plus de 3 %.

**Qui est responsable de cette erreur, selon vous ?**

**Christian Blanc.** Tous les gouvernements qui se sont succédé depuis vingt-cinq ans. L'élite française – y compris les économistes – a une responsabilité majeure dans ce décrochage.

**Christian Blanc**

Christian Blanc, soixante-quatre ans, député des Yvelines, est conseiller politique de Nicolas Sarkozy. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, il a été préfet, PDG de la RATP (1989-1992) et d'Air France (1993-1997).

**Thomas Piketty**

Thomas Piketty, trente-cinq ans, économiste, est conseiller économique de Ségolène Royal. Diplômé de l'Ecole normale supérieure, il est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, après avoir dirigé l'Ecole d'économie de Paris.

**Christian Saint-Etienne**

Christian Saint-Etienne, cinquante-cinq ans, économiste, est conseiller économique de François Bayrou. Il est professeur à l'université de Tours et préside l'Institut France Stratégie. Il publie ces jours-ci « La Troisième Voie » (Editions Scali).



**Christian Blanc :**  
« Dans les années 1980, nous avons fait une erreur majeure : oublier que l'activité crée l'activité, que le travail crée le travail. Les 35 heures ont été l'apothéose. »

**Thomas Piketty.** Je refuse cette sinistrose et cette approche idéologique ! La France a d'immenses atouts pour tirer le meilleur parti possible de la mondialisation. Cela dit, c'est vrai que nous avons pris du retard et que des défis immenses doivent être relevés. Le premier d'entre eux est de combler notre déficit abyssal d'investissement dans la formation, la recherche et l'innovation. Cela veut dire s'attaquer aux inégalités éducatives à la racine, à l'échec scolaire, cibler les moyens vers les territoires et les établissements les plus défavorisés. En même temps, il faut réformer profondément l'enseignement supérieur et la recherche, revoir les structures en rendant les universités et les écoles plus responsables. Cette réforme des structures ne pourra se faire qu'en augmentant les crédits. Le contraire de ce qui a été fait ces dernières années... Les Etats-Unis dépensent trois fois plus par étudiant que la France, la Scandinavie deux fois plus. Ségolène Royal est la mieux placée pour relever ce défi de l'autonomie des universités, car cela exige pédagogie et concertation.

**Vous parlez de dépenses publiques supplémentaires. Comment les financer ?**

**Thomas Piketty.** Il faut avoir le courage de ne pas être démagogique. Lorsqu'il promet de baisser le taux des prélèvements de 4 points en cinq ans (en dix ans, NDLR), Nicolas Sarkozy profère une absurdité ! Même M<sup>me</sup> Thatcher ne les a baissés que de 2 points en dix ans. Stabiliser les prélèvements obligatoires exige déjà un gros effort.

**Christian Saint-Etienne.** La France est dans une situation très grave. La part de ses exportations dans celles de la zone euro est tombée de 17 % à 14 % entre 1999 et 2006. Cela représente 80 milliards d'euros d'exportations en moins, c'est-à-dire pas loin de 5 points de PIB ! A mes yeux, une anecdote résume bien notre situation. Revenant de Chine il y a deux ans, Jean-Pierre Raffarin faisait ce constat désabusé devant quelques économistes : « Quand je vais en Chine, j'ai 20 produits à vendre, des TGV et des centrales nucléaires ; quand le chancelier Schröder (alors à la tête de l'Allemagne, NDLR) va à Pékin, il en a 200 à vendre. » Nous n'avons plus d'offre majeure compétitive actuellement. Si vous ajoutez la crise de l'automobile, qui représente 10 % de notre production, on voit bien que la France productive est en panne... Alors même que la croissance mondiale tourne autour de 4,5 %. La vérité, c'est que nous traversons la crise d'offre la plus intense depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est la conséquence du choix du non-travail et du sous-investissement productif que nous avons fait il y a dix ans.

**Vous êtes, vous aussi, très pessimiste...**

**Christian Saint-Etienne.** Non, parce que la France a des atouts remarquables. Nous continuons d'avoir une fécondité exceptionnelle, une main-d'œuvre extraordinairement productive et un taux d'épargne très élevé. Je ne peux pas croire qu'avec ces trois ingrédients, nous ne puissions pas sortir de la crise que nous traversons.

**Quelles réponses efficaces et rapides apporter à cette crise d'offre ?**

**Christian Blanc.** Bien sûr que pour construire une nouvelle manière de produire, pour rebâtir une offre, la question clef, c'est l'innovation. En lançant les pôles de compétitivité, Nicolas Sarkozy a ouvert la voie pour que notre pays puisse rejoindre le peloton de tête de l'innovation. Nous devons créer des lieux, des clusters, où tombent les barrières obsolètes entre le monde économique et le monde académique. Je constate que vous êtes d'accord sur cette priorité. Mais, pour construire une action, ce qui est essentiel, c'est la stratégie économique. Or je n'en vois ni chez François Bayrou ni chez Ségolène Royal. En revanche, je vois bien des incohérences. Par exemple,

**Thomas Piketty :**  
« Dans une conjoncture fragile, avec des ménages inquiets pour leur pouvoir d'achat, la question de la demande n'est pas négligeable, et augmenter la TVA serait extrêmement dangereux. »

M<sup>me</sup> Royal parle d'investir dans l'université. Très bien. Mais comment fait-on pour, comme elle le dit, « renforcer l'autonomie des universités dans un cadre national » ? Autre exemple : Mme Royal dit que le taux de l'impôt sur les sociétés doit être plus bas si le bénéfice est réinvesti et plus élevé si le profit est distribué aux actionnaires. Merci la bureaucratie ! Il faut ne rien connaître à la réalité des entreprises pour dire cela !

**Thomas Piketty.** Je ne comprends pas cette façon d'opposer offre et demande. A long terme, toute économie est confrontée à la nécessité d'avoir une offre de capital humain qui permette d'accroître la capacité de production. Dans une conjoncture très fragile, avec des ménages inquiets pour leur pouvoir d'achat, la question de la demande n'est pas négligeable, et augmenter la TVA comme le proposent maintenant Sarkozy et Bayrou serait extrêmement dangereux. Il y a un cadre de court terme qu'il faut prendre en compte.

**Christian Saint-Etienne.** Nous voyons là une vraie divergence stratégique. Thomas Piketty défend une politique d'offre pour le moyen et le long terme, alors que nous proposons des réponses pour maintenant. Il faut bien faire tourner la machine pendant cinq ans, même si nous proposons également un effort massif de recherche et d'innovation ! Nous ne pouvons pas conti-

nuer à aspirer que des importations. Les clusters que propose Christian Blanc, c'est très bien mais cela ne donnera pas de résultats avant cinq ans. Les héritiers de Lionel Jospin nous expliquent eux aussi que c'est nécessaire, mais que ne les ont-ils fait, il y a dix ans, lorsque l'argent rentrait à flots ?

**Christian Blanc.** Le projet économique que je défends répond aux différents défis qui ont été identifiés, par la mise en cohérence de trois politiques structurelles qui consistent, premièrement, à augmenter le travail, donc l'emploi, donc les revenus salariaux. Deuxièmement, à rendre l'environnement plus favorable aux entreprises, par le contrat unique notamment. Enfin, à libérer les potentiels d'innovation. La stratégie consiste à mener de front ces trois politiques en permettant qu'elles se fertilisent mutuellement.

**En quoi libérer les heures supplémentaires créera-t-il de l'emploi ?**

**Christian Blanc.** C'est un ensemble. Des heures supplémentaires payées 25 % de plus et exonérées de tout impôt et charge sociale sont une incitation forte. Selon l'Institut indépendant COE-Rexecode, le projet de Nicolas Sarkozy est le seul à créer des emplois, entre 160.000 et 200.000 emplois, alors que les autres en détruisent.

**Christian Saint-Etienne.** C'est une étude tronquée qui ne prend en compte qu'une partie des projets !

**Christian Blanc.** Je constate qu'elle nous crédite de 1 à 1,3 point de croissance en plus.

**Thomas Piketty.** La philosophie de Ségolène Royal est très différente. Elle est de moins taxer le travail en général plutôt que les seules heures supplémentaires, proposition qui pénalise ceux qui sont déjà exclus du marché du travail.

**Qu'est-ce qui, dans le projet de Ségolène Royal, est de nature à aider l'économie française à surmonter ses handicaps structurels à court terme ?**

**Thomas Piketty.** Ce n'est pas parce que les investissements dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ne produiront des effets que dans cinq ans qu'il faut les retarder. Maintenant, si vous me demandez une potion magique pour faire bondir la productivité de 20 % en trois ans...

**Christian Saint-Etienne :**  
« Thomas Piketty défend une politique d'offre pour le moyen et le long terme, alors que nous proposons des réponses pour maintenant. »

**Christian Saint-Etienne.** Ségolène Royal veut régler le problème de l'offre à un horizon de quinze ans. Ma question, à moi, c'est : que fait-on pour les trois prochaines années ? Nous voulons faire porter l'effort sur les PME de 50 à 250 salariés. Nous en avons 25.000, les Allemands 47.000. Il y a un plafond de verre qui fait que, à 70 salariés, les boîtes cessent de grandir. Pour régler ce problème, nous proposons deux emplois sans charge. C'est l'anticipation d'une politique visant à basculer les cotisations sociales vers un mélange de TVA et de CSG, afin d'alléger les charges sur le travail. Nous sommes sur le point de proposer de convertir les cotisations famille en 2,5 points de TVA. Nous aurions exactement la somme nécessaire pour financer la politique familiale, en abaissant le coût du travail de 6 %. En outre, nous allons réorienter l'effort de R&D publique vers les PME et réduire les délais de paiement des administrations publiques pour donner de la trésorerie aux PME.

**Thomas Piketty.** Avec l'expérience que l'on a en matière d'exonération de charges, arriver avec comme proposition deux emplois sans charge, c'est sidérant. Il y aurait un effet d'aubaine considérable pour les entreprises. Les emplois-tremplin et les emplois première chance sont bien mieux ciblés.

**Christian Saint-Etienne.** C'est d'une hypocrisie monstrueuse. Alors que nous vivons une crise majeure des finances publiques, la candidate socialiste nous propose de créer 500.000 emplois en totalité à la charge de l'Etat !

**Peut-on faire une pause dans la réduction des déficits pour financer les priorités ?**

**Christian Saint-Etienne.** C'est une hérésie totale ! Autant je condamne les emplois-tremplin, qui augmentent la dépense publique, autant je condamne la baisse des prélèvements obligatoires dans la situation qui est la nôtre. Nous ne pouvons pas différer l'ajustement de nos finances publiques.

**Thomas Piketty.** Ce qu'a dit Sarkozy là-dessus est totalement irresponsable, mais totalement cohérent avec son projet. Nous ne pouvons pas tout faire en même temps. L'objectif doit être de contenir la progression des prélèvements obligatoires. C'est la seule façon de ne pas laisser les déficits gonfler.

**Christian Blanc.** La stratégie économique de Nicolas Sarkozy doit nous permettre d'arriver dans cinq ans à un taux de chômage de 5 %, un budget sans déficit de fonctionnement et une dette de 60 % du PIB.

DÉBAT ANIMÉ PAR  
JEAN-FRANÇOIS PÉCRESSÉ  
ET DOMINIQUE SEUX

Retrouvez ces trois intervenants en vidéo sur [www.lesechos.fr/videos](http://www.lesechos.fr/videos)